

"La Corse, une destination belle et intelligente"

C'est la philosophie de la feuille de route "tourisme" de Nanette Maupertuis qui sera présentée à l'Assemblée fin mai. La présidente de l'Agence de tourisme de la Corse mise sur la nature, la culture et l'économie productive

Quel tourisme pour la Corse ? La question bateau par excellence qui, dans une région aussi exceptionnelle que la nôtre, aurait dû trouver une réponse depuis des décennies, mais qui a une forte capacité de résistance au temps. Pas à l'inertie. Aujourd'hui, c'est Nanette Maupertuis qui s'en empare. La conseillère exécutive, présidente de l'Agence de tourisme de la Corse, va présenter sa feuille de route à l'Assemblée à la fin du mois de mai.

Elle a pris son bâton de pèlerin pour une tournée des territoires à la rencontre des acteurs, élus locaux, offices de tourisme, professionnels de l'ensemble des filières, à la fois pour préparer la saison qui déboule à toute vitesse, et poser les premiers jalons d'un tourisme différent, davantage axé sur le patrimoine et la culture, sur la complémentarité entre le littoral et la montagne, sur une économie productive et identitaire. Son périple continue. Elle ne manque pas de souffle.

La Corse du tourisme, c'est plus de 3 millions de visiteurs chaque année, 24 % du Pib hors transports, mais sa valeur ajoutée n'est pas à la hauteur de l'engouement qu'elle suscite. "Elle doit tirer vers le haut tous les autres secteurs."

C'est possible. Mais une mandature n'y suffira pas.

Un tourisme qui n'est plus vécu comme un mal nécessaire

Dans l'esprit de beaucoup de Corses, les nationalistes en tête, le tourisme a très longtemps été considéré comme un mal nécessaire.

"Ce n'est plus le cas, et moi la première. Il y a eu une évolution de la perception du tourisme, et un climat propice pour avancer. Sans pilotage de l'économie touristique, on n'échappera pas aux effets pervers."

Ces effets sont de trois ordres. Ils sont sociaux dès lors que la fréquentation devient excessive et que la qualité de vie des résidents en souffre. Ils sont environnementaux car la pression humaine constitue une menace pour les écosystèmes. Ils sont enfin économiques quand ils perturbent les autres activités et captent un emploi peu qualifié pour l'essentiel.

"L'intervention publique doit permettre d'atténuer ces effets jusqu'à les faire disparaître, et l'Agence a un rôle à tenir, non pas comme un organisme de tutelle mais comme un partenaire à part entière et un incubateur d'idées portées et partagées par tous les acteurs."

Bien sûr, les contraintes budgétaires ne facilitent pas les choses. "Moins il y a d'argent et plus il faut de cohérence dans l'action, de mutualisation des moyens, de consensus."

Après avoir remis l'Agence en ordre de marche, Nanette Maupertuis estime désormais disposer de tous les outils pour aller de l'avant en conférant à son action une approche différente.

Mettre en phase le schéma territorial et les Pays touristiques

L'ATC est la seule institution de France à doter de moyens financiers les offi-



Nanette Maupertuis va lancer des appels à projets auprès de ceux qui animent les filières liées au tourisme. / PHOTO CHRISTIAN BUFFA

ces de tourisme. Cette année, ils seront forcément réduits. "Chaque office conservera son identité, celle de la région qu'il veut faire rayonner, mais il est possible de monter ensemble par une mise en cohérence globale des projets de promotion et de structuration de l'offre."

Elle ne part pas du néant.

La présidente qui l'a précédée à cette fonction, Vanina Pieri, avait valablement organisé le territoire insulaire en neuf grands pôles touristiques.

Elle-même y adhère. "À partir de ces pôles, on organise un vaste réseau d'information avec pour objectif d'agréger toutes les données à l'échelle régionale."

Il s'agit à la fois de mesurer le niveau de fréquentation, de regarder à la loupe l'attitude des touristes, où ils vont, ce qu'ils font, ce qu'ils consomment, les offres qui les attirent et celles qui les laissent indifférents. Mais aussi collecter les observations pertinentes des professionnels qui sont aux premières loges et prendre en considération

leurs retours d'expérience.

Il y a aujourd'hui neuf pôles, l'idée serait de constituer neuf Pays touristiques. À ce stade, il faudra trouver la meilleure articulation possible avec la loi NOTRe qui donne la compétence touristique aux intercommunalités. Or, les contours géographiques des pôles touristiques n'épousent pas ceux des regroupements communaux du schéma territorial qui sera définitivement arrêté par l'État le 1^{er} octobre prochain.

Difficile de mettre tout ça en musique en si peu de temps.

Des appels à projets financés par l'Europe

Faire de la Corse une destination belle est intelligente. Voilà en quelques mots la philosophie qui guide Nanette Maupertuis dans la rédaction de la feuille de route touristique.

Belle, elle l'est, inutile de s'attarder sur le sujet, et la préservation de l'environnement est vitale. "Sans ça, ce n'est même plus la peine de parler d'économie touristique."

Intelligente, elle l'est aussi, mais on le sait beaucoup moins. "Au-delà de la nature, il faut miser de manière plus résolue sur la culture et le patrimoine. Nous accueillons des gens dont la plupart dispose d'une capacité de dépense importante. Il faut travailler sur les contenus et qui dit contenus dit économie de production, produits culturels, produits alimentaires, activités de pleine nature, etc."

Pour que sa feuille de route suive le cap de la valorisation, de la promotion pour ne pas dire du désir de patrimoine naturel et de patrimoine culturel, la présidente de l'ATC annonce qu'elle va lancer des appels à projets auprès des filières touristiques, professionnelles ou associatives, qui jouent sur la mer, sur le rural ou sur la complémentarité des deux. "Des projets liés au tourisme de montagne, à l'offre des activités pour les plaisanciers lorsqu'ils quittent leur bateau, le cyclotourisme, etc. Nous avons la possibilité de mobiliser sur ces projets les fonds européens du Feder."

L'ATC dispose d'ailleurs actuellement d'une enveloppe de 6 millions d'euros.

Nanette Maupertuis ne se dit pas favorable, pour le moment en tout cas, à la suppression de la taxe de transport, serpent de mer des campagnes électorales, et ce, d'autant moins dans le carcan budgétaire actuel. Mais elle revendique une meilleure gestion de la taxe de séjour dont elle estime le rendement insuffisant. "Plus globalement, les compétences fiscales sont trop restreintes pour favoriser l'économie productrice du tourisme, la situation doit évoluer avec les institutions."

Lors du dernier conseil d'administration de l'Agence de tourisme qui s'est tenu à Corte, des professionnels ont demandé à Nanette Maupertuis d'être la ministre du tourisme de la Corse n'a jamais eue. "Une ministre low cost", dit-elle en souriant.

Après tout, pour le tourisme ou pour d'autres domaines, l'imagination exige davantage de penser que de dépenser.

Jean-Marc RAFFAELLI
jmr@taellig@corse-matin.com

"Pour les paillotes, il convient de rechercher un juste équilibre"

Pour une catégorie d'hôteliers, le Padduc est un frein à leur développement car aucune emprise foncière n'y a été prévue pour se hisser au seuil de rentabilité de 50 chambres.

"Le Padduc constitue une avancée considérable pour la protection de l'environnement et pour le développement durable. S'il y a des ajustements locaux à réaliser, ils ne se feront qu'à la marge", prévient-elle.

Pour ce qui concerne une vieille requête du Cercle des Grandes maisons corses, l'annualisation du contrat de travail permettrait de créer en quelques années 2 000 CDI en mobilisant des crédits de l'État et de la Région (de l'ordre de 5 millions par an). Nanette Maupertuis explique que l'idée est bonne mais qu'elle est aussi prématurée. "Aujourd'hui, la moitié des quelque 15 000 sat-

sonniers vient du continent, et on ne peut pas raisonnablement financer des formations hors saison pour des personnes qui repartent sur le continent. Et une bonne partie de l'autre moitié, ce sont des Corses qui n'ont pas une vision très idyllique des métiers du tourisme. Ce qui est fait au niveau des BTS, c'est très bien mais pas suffisant. Une fois qu'on aura progressé sur le niveau qualitatif de la formation

en redonnant l'image des filières du tourisme, on pourra en reparler très sérieusement."

Enfin, si la controverse sur les paillotes, aujourd'hui d'une brûlante actualité, n'entre pas dans son champ de compétence, elle a sa petite idée sur la question. "Inutile de rappeler que je suis une farouche partisane de la préservation du littoral et du domaine public maritime. Ceci dit, les paillotes ont prouvé

leur utilité pour l'accueil, la restauration, l'hygiène, la propreté des sites et même leur sécurisation. Les abus doivent être évidemment sanctionnés, mais il faut trouver un juste équilibre, particulièrement dans les stations balnéaires, pour sortir de cette incohérence qui consiste à obliger le démontage des paillotes tout en prônant l'étalement de la saison."

Par ailleurs, elle se dit très favo-

rable à la création d'un modèle architectural type paillotes, dans une conception écologique et durable, pour toute la Corse, ne serait-ce que sur le plan de l'esthétique. "On pourrait même en faire un emblème remarquable de la destination corse."

Avec ce qui l'attend, on se demande si elle aura elle-même le temps d'enfiler un maillot de bain... J.M.R